



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n°2025-654

**Sélection d'un organisme assureur pour la couverture prévoyance des
personnels des CCI**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	PREAMBULE – CONTEXTE	4
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.	Objet du marché	4
2.	Périmètre du marché	4
3.	Forme et étendue du marché	5
4.	Allotissement	5
5.	Durée du marché	5
6.	Reconduction du marché	5
7.	Lieu d'exécution	5
ARTICLE 3.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
1.	Pièces particulières	5
2.	Pièces générales.....	5
ARTICLE 4.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
1.	Représentation des parties	6
2.	Mise en œuvre du marché.....	6
3.	Délais d'exécution	7
4.	Prolongation des délais.....	7
5.	Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques	7
6.	Obligations du titulaire	7
6.1	Obligation de conseil.....	7
6.2	Obligation d'information	7
6.3	Responsabilité du titulaire	8
6.4	Traitement de données à caractère personnel	8
6.5	Conflits d'intérêt.....	8
6.6	Confidentialité et secret des affaires.....	8
7.	Clause environnementale	9
8.	Exécution d'une mission de service public	10
9.	Constataion de l'exécution des prestations et admission.....	10
9.1	Opérations de vérification.....	10
9.2	Décision après vérifications.....	10
9.3	Pénalités liées à des obligations administratives	10
9.4	Pénalité liée au règlement général sur la protection des données	10
9.5	Plafonnement et exonération	11
ARTICLE 5.	REGIME FINANCIER.....	11
1.	Forme et contenu des prix	11
ARTICLE 6.	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	11
CCAP – 2025-654		2

1.	Païement.....	11
2.	Répartition des paiements.....	11
3.	Mode de règlement	11
3.1	Délai global de paiement	11
3.2	Intérêts moratoires	11
4.	Analyse et contrôle des coûts du marché.....	12
ARTICLE 7. DISPOSITIONS DIVERSES.....		12
1.	Forme des notifications et des informations	12
2.	Langue.....	12
3.	Sous-traitance	12
4.	Propriété intellectuelle	14
5.	Assurances	14
6.	Autres obligations administratives.....	14
7.	Transmission des données et clause de transférabilité.....	15
8.	Résiliation.....	15
8.1	Résiliation par CCI FRANCE.....	15
8.2	Résiliation par le titulaire	15
9.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	16
10.	Force majeure	16
ARTICLE 8. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES.....		16
ARTICLE 9. DEROGATIONS AU CCAG		17

ARTICLE 1. PREAMBULE – CONTEXTE

CCI FRANCE est l'établissement national fédérateur et animateur des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI). Les missions de CCI FRANCE sont de représenter le réseau et les intérêts du commerce, de l'industrie et des services au plan national, européen et international et d'assurer l'animation de l'ensemble du réseau.

Les établissements du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie ont chacun, en leur qualité de corps intermédiaire de l'Etat, une fonction de représentation des intérêts de l'industrie, du commerce et des services auprès des pouvoirs publics ou des autorités étrangères.

Le réseau et, en son sein chaque établissement, contribuent au développement économique, à l'attractivité et à l'aménagement des territoires ainsi qu'au soutien des entreprises et de leurs associations en remplissant, dans des conditions fixées par décret, toute mission de service public et toute mission d'intérêt général nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

Afin d'assurer la coordination des commandes au sein de l'ensemble des établissements du réseau des CCI de France, CCI FRANCE agit en qualité de centrale d'achat au sens de l'article L2113-2 du code de la commande publique, conformément aux articles L. 711-16 et R. 711-55 du Code de commerce.

Dans ce cadre, CCI FRANCE a passé un marché pour la couverture de prévoyance des personnels des CCI Employeurs pour la période du 01/01/2022 et 31/12/2025.

Ce marché arrive à expiration le 31/12/2025 et CCI FRANCE souhaite passer un nouveau marché pour la couverture des risques prévoyance à compter du 01/01/2026.

Néanmoins, considérant l'intérêt en termes de lisibilité d'aligner la durée du marché national « Prévoyance complémentaire » avec celle du marché national « Frais de santé », qui arrive, lui, à échéance le 31 décembre 2026, CCI FRANCE souhaite lancer ce marché « Prévoyance complémentaire » uniquement pour la période allant du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 pour assurer la continuité de la couverture du régime sur l'année 2026.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la sélection d'un organisme d'assurance pour couvrir et gérer les risques prévoyance complémentaire du personnel public et privé des CCI de Région et de CCI FRANCE pour les risques décès, incapacité temporaire totale de travail, incapacité temporaire professionnelle, invalidité, incapacité permanente professionnelle.

Il donnera lieu à la signature d'un contrat collectif à adhésion obligatoire pour les personnels des CCI. Toutes les dispositions de celui-ci qui seraient contraires aux documents contractuels du présent marché sont inapplicables et inopposables à CCI FRANCE.

Afin d'assurer une couverture de prévoyance complémentaire harmonisée la plus large possible au sein de l'ensemble des établissements du réseau des CCI de France, le présent marché a également pour objet, de permettre aux CCI Territoriales employeurs de personnels participant à l'exploitation de services industriels et commerciaux et aux associations et entités liées aux CCI, de conclure, si elles le souhaitent, un contrat collectif d'assurance à adhésion obligatoire pour leurs collaborateurs, comportant des garanties identiques à celles des CCI de Région et de CCI FRANCE.

2. Périmètre du marché

CCI FRANCE et les CCI de Région sont liées par le présent marché et adhéreront donc à titre obligatoire au dispositif pour les collaborateurs qu'elles emploient directement.

Les autres CCI et les entités liées ont la faculté d'adhérer ou non au dispositif.

Dans tous les cas, les personnels des CCI ayant adhéré seront couverts à titre obligatoire par le dispositif, et le financement des cotisations sera partagé entre les personnels et leur employeur conformément aux dispositions applicables.

Au 31/12/2025, le dispositif en cours couvre environ 13 000 personnes, dont environ 8 000 agents de droit public et 5 000 salariés de droit privé.

Le marché est donc conclu au bénéfice de CCI FRANCE, des CCI de région et de l'ensemble des CCI ou entités liées qui auront fait le choix d'adhérer au dispositif.

3. Forme et étendue du marché

Les prestations font l'objet d'un marché ordinaire traité à prix unitaires, passé en application des articles L. 2124-1 et L. 2124-2 du code de la commande publique.

4. Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 à L2113-11 et R2113-3 du code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti, les prestations ne répondent pas à des besoins dissociables.

5. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31/12/2026.

Le contrat collectif permettant l'exécution de ce marché est conclu sur la même durée.

6. Reconduction du marché

Le marché n'est pas reconductible.

Un nouveau marché sera lancé au cours de l'année 2026.

7. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : France métropolitaine, DROM et COM y compris la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Wallis-et-Futuna.

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives sont les suivantes, par ordre de priorité :

1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe : Annexe financière AE_V01.pdf et DQE AE_01_Annexe Financière et DQE.xlsx
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : CCAP_V01.pdf
- le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes : annexe Démographie - Garanties - Résultats : CTP_V01.pdf et CTP_01_Annexe Démographie - Garanties – Résultats.xlsx
- le Cadre de Réponse Technique joint au DCE éventuellement complété par un mémoire technique CRT_01.xlsx;
- les contrats collectifs visés à l'article 2 du CTP.

Seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de la personne publique tels qu'exposés dans l'offre technique.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables aux représentants du pouvoir adjudicateur et aux services bénéficiaires du marché. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à la personne publique.

Seul l'original de ces documents, conservé dans les archives de la personne publique, fait foi.

2. Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 30 septembre 2021 ;
- Les normes et règlements en vigueur à la date d'exécution des prestations, afférents à la nature et aux modalités d'exécution des prestations objets du marché.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des pièces contractuelles énumérées ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

1. Représentation des parties

Un représentant de l'entité concernée est désigné comme interlocuteur du titulaire pour le suivi de l'exécution du marché.

Le titulaire doit désigner un représentant et interlocuteur unique auprès des entités. Le titulaire s'engage sur des profils qui doivent être respectés dans le cadre de l'exécution du marché.

Par application de l'article 3.4.2 du C.C.A.G. – F.C.S., le titulaire est tenu de notifier sans délai à CCI FRANCE les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui constituent des modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il est fait application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. – F.C.S.

Si au cours de l'exécution, il s'avère que, au-delà des seuls critères de compétence définis dans le cadre du présent document, la qualité des prestations ou l'attitude d'un intervenant se révèlent insatisfaisantes, les représentants de la personne publique se réservent le droit, par demande écrite et motivée, d'exiger du titulaire le remplacement dudit intervenant dans les cinq jours de sa demande. Le non agrément d'un intervenant du titulaire par les représentants de la personne publique ne saurait d'une façon quelconque exonérer le titulaire de ses obligations de résultats, en particulier celles liées au respect des planifications établies.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Le titulaire s'engage à garantir à la personne publique une constance dans l'équipe en charge de l'exécution.

2. Mise en œuvre du marché

Le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de service.

Les ordres de services sont signés et notifiés par le représentant habilité du service gestionnaire au titulaire.

En cas de modifications, ces dernières seront notifiées au titulaire conformément à l'article 3.8.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Conformément à l'article 3.8.2 du C.C.A.G.-F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations à CCI FRANCE.

La notification au titulaire des décisions ou informations de CCI FRANCE qui font courir un délai, est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception, par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

A cette fin, le titulaire fournit dans son offre ou au plus tard à notification du marché les informations nécessaires (adresse e-mail valide...).

3. Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux proposés par le titulaire et acceptés le pouvoir adjudicateur, dans l'acte d'engagement ou dans le mémoire technique, sous condition qu'ils respectent les délais prévus à l'article 12 du CCTP.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS, le point de départ du délai d'exécution est fixé dans le cahier des clauses techniques particulières.

4. Prolongation des délais

Les modalités d'expiration ou de prolongation du délai d'exécution sont celles prévues aux articles 13.2 et 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

5. Considérations relatives aux groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le(s) cotraitant(s) exécute(nt) les tâches essentielles dont il(s) a (ont) la charge selon les dispositions indiquées dans l'Acte d'engagement.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de CCI FRANCE.

Le mandataire assure un rôle de coordination permanente des membres du groupement.

Il représente le titulaire et, à ce titre, chaque membre du groupement vis-à-vis de CCI FRANCE, pour l'exécution du marché.

Les notifications destinées au titulaire en exécution du marché sont valablement faites par CCI FRANCE dès lors qu'elles sont adressées au mandataire, qui se charge de leur transmission éventuelle aux membres concernés du groupement titulaire.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de la mise en demeure par CCI FRANCE d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

6. Obligations du titulaire

6.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, notamment en cas d'évolution de la législation impactant le régime en vigueur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

6.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à CCI FRANCE tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.3 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.4 Traitement de données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire veille au respect des dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi qu'à la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

En particulier, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité des données traitées dans le cadre du présent marché, conformément à l'article 32 du Règlement précité.

Dans le cadre des traitements réalisés par le titulaire pour le compte de CCI FRANCE, ce dernier s'assure que les éventuels transferts de données ne s'opèrent que vers des pays tiers offrant un niveau de protection adéquat reconnu par la Commission européenne ou s'accompagnent des garanties appropriées définies au Chapitre V du Règlement général sur la protection des données.

Préalablement à la mise en œuvre des traitements de données nécessaires à l'exécution du marché, pour répondre aux exigences de l'article 5.2.3 du CCAG-FCS, est annexée au présent CCAP une pièce contractuelle relative à la protection des données, listée comme pièce du marché à l'article 3.1 du présent CCAP. Elle est établie conformément à l'article 28 du Règlement précité et insérée au marché par une mise au point lors de la conclusion du marché.

Si l'offre technique du titulaire, dont les documents détaillés sur la politique de protection des données et les analyses d'impacts relatives à la protection des données en rapport avec l'objet du présent marché, remis lors de la phase de consultation, ne permettent pas de conclure l'annexe précitée en parallèle du marché, ou de façon incomplète, CCI FRANCE demande une analyse d'impact propre au marché pour pouvoir par voie d'avenant conclure ou modifier cette annexe. Le titulaire du marché doit se conformer à toutes les demandes de CCI FRANCE dans le but de réaliser cette analyse d'impact et aboutir à la conclusion ou la modification de l'annexe dans les délais compatibles avec la mise à disposition des prestations de protections sociales pour les bénéficiaires au 1^{er} janvier.

De la même façon, toutes évolutions des systèmes d'information et des processus qui en résultent, ainsi que plus généralement toutes évolutions des organisations, ayant des impacts sur les traitements des données et leurs finalités, peuvent amener CCI FRANCE à demander une analyse d'impact dédiée et des modifications par avenant de l'annexe RGPD objet du présent article.

6.5 Conflits d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à CCI FRANCE toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

6.6 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de CCI FRANCE, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

CCI FRANCE peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par CCI FRANCE à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

CCI FRANCE s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

CCI FRANCE informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'appliquer d'office, c'est-à-dire sans qu'il ne soit nécessaire que ces modifications donnent préalablement lieu à la conclusion d'un avenant et sans surcoût aux nouvelles dispositions législatives et/ou réglementaires.

Le titulaire déclare sur l'honneur que les Prestations prévues dans son offre seront effectuées avec des salariés employés régulièrement, au regard des articles L. 8221-1 et suivants du code du travail.

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-1 du même code,
- les documents mentionnés aux articles D. 8254-2 et du D. 8254-3 du code du travail, conformément aux dispositions de l'article L. 8254-1 du même code.

7. Clause environnementale

CCI FRANCE, soucieux de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement.

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent).

Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie) dans le cadre du présent marché. Concernant les fonds qu'il a en gestion au titre du marché, il s'engage à ce que leur rémunération ne provienne pas du financement d'activités contraires à la préservation de l'environnement.

8. Exécution d'une mission de service public

Le titulaire fournit à CCI FRANCE sous format électronique, dans un standard ouvert librement réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé, et dans le respect du secret des affaires et des droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers, les données et les bases de données collectées ou produites à l'occasion de la gestion du service public faisant l'objet du contrat et qui sont indispensables à son exécution. Le titulaire est tenu de les transmettre dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la demande de CCI FRANCE.

Le titulaire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire veille à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations. Il communique à CCI FRANCE chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution de la mission de service public.

Le titulaire est tenu de signaler sans délai à CCI FRANCE toute situation constitutive d'un manquement aux principes de laïcité et de neutralité.

Lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces principes, il encourt une pénalité.

9. Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.1 Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S., les opérations de vérification sont effectuées en 2 temps.

Lors de l'exécution des prestations des vérifications provisoires sont conduites, puis annuellement sur la base des rapports remis à la CPPS, une vérification finale des prestations a lieu.

9.2 Décision après vérifications

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le représentant de CCI FRANCE habilité à cet effet dans les délais de l'article 28.2 et dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

9.3 Pénalités liées à des obligations administratives

Pénalités pour non fourniture des documents relatifs au travail dissimulé :

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R. 8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risque du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à **20€** par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L. 8222-6 du code du travail.

9.4 Pénalité liée au règlement général sur la protection des données

Le non-respect du règlement général pour la protection des données est susceptible d'entraîner une pénalité forfaitaire de 5 000 euros par manquement constaté.

9.5 Plafonnement et exonération

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité.

ARTICLE 5. REGIME FINANCIER

1. Forme et contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues au cahier des charges.

Le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une méconnaissance des lieux ou des conditions de travail qui lui sont imposées pour obtenir une quelconque plus-value ou indemnité supplémentaire au moment de l'exécution des prestations

ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

1. Paiement

Les cotisations sont réglées par chaque CCI de région et CCI FRANCE à partir des éléments transmis via la DSN en contrepartie de l'exécution des prestations. Ces paiements constituent des acomptes, conformément à l'article L2191-4 du Code de la Commande Publique. Le paiement du dernier acompte de l'année ne constitue pas un règlement du solde de l'année. Celui-ci n'est acquis que suite aux vérifications et décisions annuelles.

Les données nécessaires à la facturation seront transmises via DSN (Déclaration Sociale Nominative). En cas d'arrêt prématuré du marché, le paiement s'effectuera sur le fondement de la ou les DSN prenant en compte les prestations dispensées par le titulaire durant la période de 4 mois à compter du délai de préavis.

2. Répartition des paiements

En cas de groupement, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

3. Mode de règlement

3.1 Délai global de paiement

Il est fait application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3.2 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement est fixé trente (30) jours maximum pour CCI FRANCE et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année

civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal

4. Analyse et contrôle des coûts du marché

A discrétion, CCI FRANCE peut soumettre l'exécution des prestations à un contrôle des coûts.

En conséquence, le titulaire du présent marché a l'obligation de faire diligence et de faciliter la vérification de l'exécution des prestations, sur pièces et sur place.

Les modalités de réalisation du contrôle des coûts et les documents à fournir sont communiqués au titulaire du présent marché lors du lancement du contrôle.

En cas de non-respect de ses obligations sus mentionnées dans le cadre de l'exercice de contrôle des coûts de communication, le titulaire s'expose à une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par CCI FRANCE restée infructueuse.

ARTICLE 7. DISPOSITIONS DIVERSES

1. Forme des notifications et des informations

CCI FRANCE notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent de façon privilégiée par messagerie électronique.

2. Langue

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 telle que modifiée, la langue d'exécution est le français.

Tous les documents documentations et livrables, tous les courriers et toutes les sont rédigés ou se tiennent en français.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

3. Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite et le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celle-ci.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de CCI FRANCE, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-

traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Conformément à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, la demande de sous-traitance effectuée concomitamment au dossier d'offre doit contenir obligatoirement :

- la nature des Prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le soumissionnaire s'appuie ;
- la déclaration du candidat assortie de ses attestations sociales, fiscales et d'assurance, annexe à l'Acte d'engagement si le sous-traitant est présenté avant la notification du marché ou d'un acte spécial de sous-traitance si le sous-traitant est présenté après la notification du marché;
- une déclaration attestant que le(s) sous-traitant (s) n'est (ne sont) pas placé(s) dans un cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du Titre IV du code de la commande publique.

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance est présentée après la conclusion du marché, celle-ci doit contenir :

- l'ensemble des éléments susmentionnés ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance, afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

CCI FRANCE doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), CCI FRANCE est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à CCI FRANCE lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, et par dérogation au CCAG de référence, le titulaire encourt une pénalité journalière de 200 EUR HT par jour de retard.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par CCI FRANCE.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de CCI FRANCE, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son acceptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à CCI FRANCE (contre récépissé ou lettre recommandée).

CCI FRANCE doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de CCI FRANCE gardé pendant vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Les modalités de facturation des prestations sous traitées sont précisées aux articles R 2193-10 à 12 et R 2193-14 à 22.

4. Propriété intellectuelle

CCI FRANCE doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

Le présent marché fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

CCI FRANCE est le seul destinataire et propriétaire de l'intégralité des résultats des travaux, des réalisations, des documents ainsi que des supports informatiques de toute nature sur lesquels les informations sont stockées, y compris ceux qui restent en dépôt chez le titulaire pour consultation et traitements complémentaires. CCI FRANCE se réserve la possibilité de les exploiter à toutes fins utiles sur quelque support que ce soit.

Sans qu'il soit interdit au titulaire de proposer des services annexes extracontractuels aux bénéficiaires, celui-ci ne peut se prévaloir de son statut de cocontractant dans ses communications commerciales.

Plus généralement le titulaire doit demander l'autorisation de CCI FRANCE pour l'utilisation de son image dans ses communications.

5. Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à CCI FRANCE en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de CCI FRANCE ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à CCI FRANCE ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à CCI FRANCE, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément CCI FRANCE de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

6. Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à CCI FRANCE les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à CCI FRANCE.

En cas de manquement, CCI FRANCE ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

1. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
2. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code

du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si CCI FRANCE en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

7. Transmission des données et clause de transférabilité

4 mois avant la date d'anniversaire du marché, le titulaire doit rendre accessible et exportable sur une plateforme électronique sécurisée l'ensemble des connaissances et des documents dont il dispose.

Au terme du marché, que ce soit à la fin de la dernière période ou suite à une non reconduction ou une résiliation, le titulaire doit avoir transféré à CCI FRANCE ou, sur décision de ce dernier, au nouveau prestataire les connaissances et les documents dont il dispose, sous un format électronique (format xls). Ce transfert doit contenir les données les plus récentes du mois qui précède ce terme. Le titulaire doit ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, voire les logiciels spécifiques et les données.

Le titulaire doit assister CCI FRANCE et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique.

En cas de résiliation du contrat, CCI FRANCE peut demander le transfert des provisions mathématiques auprès du nouvel organisme assureur. Le montant des provisions transférées au nouvel assureur est déterminé en fonction de la législation, des tables et du taux technique en vigueur à la date du transfert.

8. Résiliation

8.1 Résiliation par CCI FRANCE

Le marché peut être résilié moyennant le respect d'un préavis de 2 mois. Le titulaire aura l'obligation de maintenir l'ensemble des garanties aux tarifs en cours au moment de l'envoi du courrier de résiliation, pendant une période de 4 mois supplémentaires à compter de la date d'expiration du préavis, puis les contrats collectifs seront aussi résiliés de plein droit.

Les stipulations des articles 38 à 45 de C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG, le marché peut être résilié pour les motifs suivants :

- manquement grave et répété à l'engagement d'insertion relatif à la clause sociale ;
- non-respect du RGPD ;
- non-remplacement de la personne nommément désignée ;
- Absence d'accord avec le titulaire sur le niveau des augmentations tarifaires

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

En cas de résiliation du présent marché, le titulaire doit respecter les conditions prévues à l'article 8.7 du présent document relatif à la clause de transférabilité.

8.2 Résiliation par le titulaire

Le marché peut être résilié moyennant le respect d'un préavis de 2 mois. Le titulaire aura l'obligation de maintenir l'ensemble des garanties aux tarifs en cours au moment de l'envoi du courrier de résiliation, pendant une période de 4 mois supplémentaires à compter de la date d'expiration du préavis, puis les contrats collectifs seront aussi résiliés de plein droit.

Le titulaire pourra résilier :

- En cas de non paiement de la cotisation (Article L.113-3 du code des assurances) sous réserve qu'il soit imputable à CCI FRANCE ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat.

Le titulaire renonce à suspendre ou résilier les garanties si le retard de paiement est du fait de l'exécution des procédures et formalités administratives, non imputable à CCI FRANCE.

9. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, CCI FRANCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10. Force majeure

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable d'un manquement quelconque à l'une de ses obligations si elle prouve que ce manquement résulte d'un cas de force majeure ou d'un cas fortuit rendant impossible l'exécution de ses obligations au sens de l'article 1148 du code civil et de la définition retenue par la jurisprudence française des Cours d'appel et de la Cour de cassation.

La partie invoquant la force majeure est tenue d'informer immédiatement l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception de la survenance et de la cessation de l'événement ou de la circonstance répondant à la qualification de force majeure. Si la notification n'arrive pas à destination dans un délai raisonnable à partir du moment où il a eu, ou aurait dû avoir, connaissance de l'empêchement, la partie débitrice est tenue à des dommages-intérêts pour le préjudice résultant du défaut de réception.

Dans un premier temps, toute inexécution résultant d'un cas de force majeure suspendra les obligations du contrat. Le débiteur n'est pas libéré, cette exécution étant simplement suspendue jusqu'au moment où l'impossibilité vient à cesser.

Il est entendu que, à l'occasion de tels événements, le titulaire doit proposer au Pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais toutes les mesures envisageables pour organiser et assurer la poursuite et la continuité des prestations, même partielles ou dégradées afin de rétablir une situation normale. Ces mesures devront recevoir l'approbation expresse du Pouvoir adjudicateur.

Si le cas de force majeure persiste plus de quinze jours, les parties devront se rapprocher afin de négocier et fixer de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par le cas de force majeure.

Si le cas de force majeure persiste et si la négociation a échoué, le contrat sera résilié de plein droit.

Dès que l'effet d'empêchement dû à la force majeure cessera, les obligations du contrat initial reprendront pleinement vigueur pour la durée restant à courir.

ARTICLE 8. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique et préalablement à toute action devant le tribunal compétent, il pourra être recouru à l'organe chargé des procédures de médiation du ressort du Pouvoir adjudicateur.

S'agissant de CCI FRANCE, l'organe chargé de la médiation est le suivant :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics

Préfecture de la région Île-de-France

Préfecture de Paris

5, rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél. : 01.82.52.42.67 ou 01.82.52.40.00

Fax : 01.82.52.42.95

Courriel : pref-ccira-versailles@paris-idf.gouv.fr

Le présent marché public est régi par le droit français.

ARTICLE 9. DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
Article 3	Article 4.1	- Pièces constitutives du marché
Article 4.3	Article 13.1.1	- Délais d'exécution
Article 4.9.1	Articles 27, 28 et 29	- Opérations de vérification
Article 4.9.3 à 4.9.4	Article 14	- Pénalités
Article 4.9.5	Article 14.1.3	- Plafonnement et exonération
Article 7.3	Article 3.6	-Sous-traitance
Article 7.8.1	Article 40	- Résiliation par CCI FRANCE